

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
2025



SOMMAIRE

03 PRÉSENTATION DE SOFAC

07 RAPPORT D'ACTIVITÉ

Faits marquants

Performances & réalisations

Perspectives

08 COMPTES CONSOLIDÉS

AU 30 JUIN 2025

34 COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2025

59 LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE

AU 30 JUIN 2025

A low-angle, upward-looking photograph of several modern skyscrapers with glass facades. The buildings are arranged in a way that creates a sense of height and depth. The sky is a pale, bright blue with a soft, hazy glow, suggesting a clear day. The overall composition is clean and architectural.

PRÉSENTATION **DE SOFAC**

À PROPOS DE SOFAC

Depuis sa création en 1947, SOFAC s'est affirmée comme un pilier du secteur financier marocain, élargissant progressivement son activité, initialement centrée sur le financement de l'industrie automobile, pour devenir un groupe financier multimétier. Aujourd'hui, SOFAC propose une offre de financement diversifiée, répondant aux besoins spécifiques des ménages, professionnels, TPE, PME et grandes entreprises. Forte de son expertise reconnue et du soutien stratégique de ses actionnaires, CIH Bank et Barid Al Maghrib, SOFAC joue un rôle actif dans le développement économique, financier et social du Maroc.

Afin d'être au plus près de sa clientèle et d'optimiser son accessibilité, SOFAC s'appuie sur un réseau solide et en pleine expansion. À date du 30 juin 2025, elle dispose de 17 agences propres et d'un réseau de 60 intermédiaires et agents agréés, répartis dans les principales villes du royaume. Ce maillage stratégique est renforcé par un centre de relation client dédié, garantissant une qualité de service optimale et une disponibilité accrue. Combinée à une offre digitale innovante, cette présence positionne SOFAC comme un partenaire privilégié pour accompagner ses clients dans leurs projets de vie et d'investissement.

Les valeurs fondamentales de SOFAC traduisent son engagement en faveur de l'excellence opérationnelle, de la responsabilité sociétale et de la proximité avec ses parties prenantes. Trois principes fondateurs guident son action : Performance - Citoyenneté - Proximité

Nos chiffres clés S1 2025



CHIFFRES OPÉRATIONNELS

Effectifs
489
salariés

Agences
17

Bureaux agréés
60

Villes de présence
13



CHIFFRES FINANCIERS

PNB Consolidé
521 MDH
+35% vs 30 juin 2024

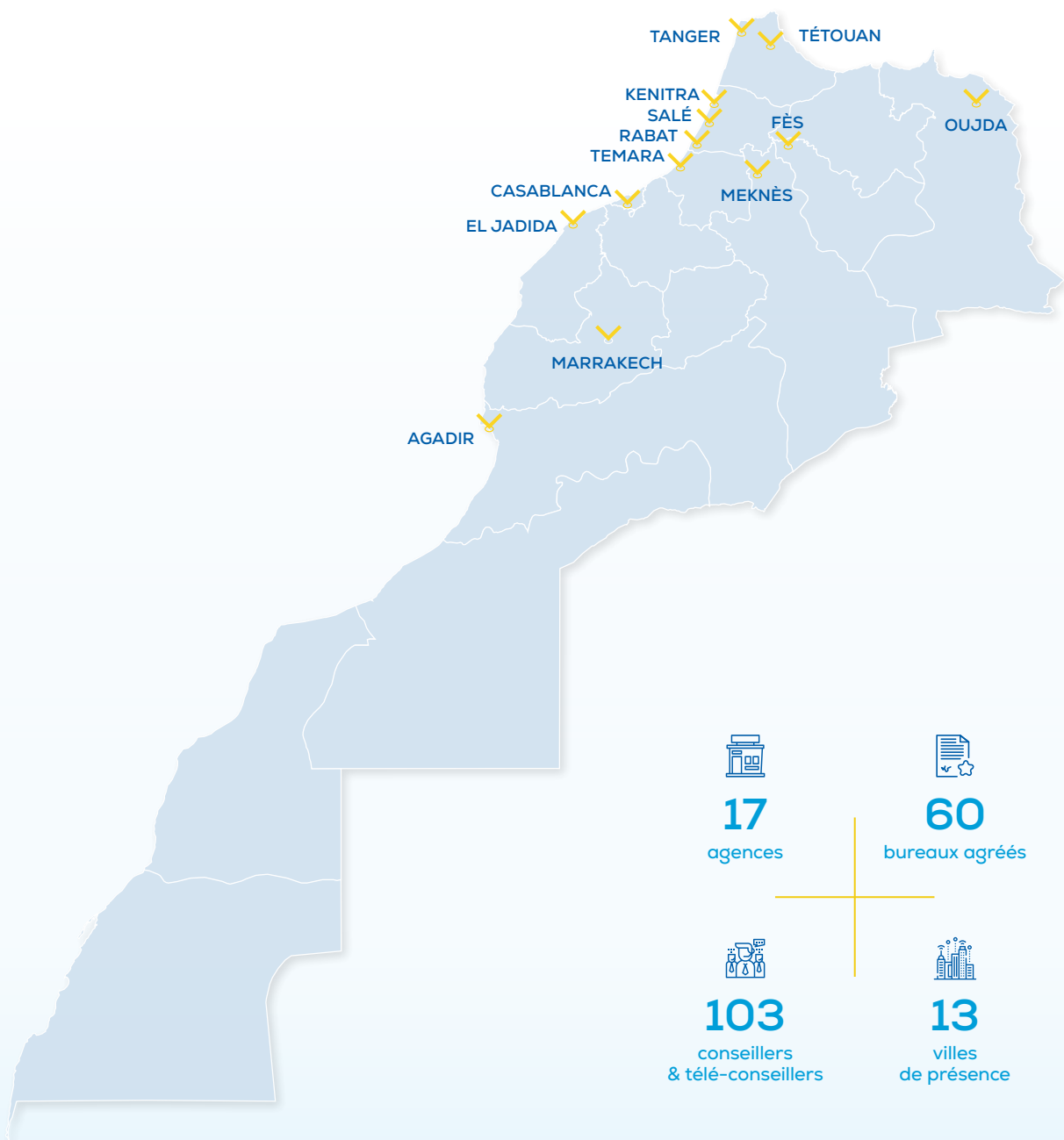
Production nette
de crédit
6 111 MDH
+62% vs 30 juin 2024

Résultat Net Consolidé
148 MDH
+56% vs 30 juin 2024

Encours
de crédit brut
21 769 MDH
+15% vs. 31 décembre 2024

UNE LARGE COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE POUR PLUS DE PROXIMITÉ

En ligne avec son engagement pour la proximité, SOFAC s'est dotée d'un réseau de distribution des crédits à la consommation, à la fois proche et performant pour répondre au mieux aux besoins de ses clients. En effet, SOFAC dispose aujourd'hui de 17 agences propres et d'un réseau de 60 intermédiaires et agents agréés répartis dans les principales villes du royaume. Cette présence géographique est renforcée par les efforts quotidiens d'un centre de relation client dédié.



Chiffres au 30 juin 2025

DES ACTIVITÉS AU SERVICE DE L'INNOVATION ET LA DIVERSIFICATION

Depuis sa création, SOFAC s'est imposée comme un acteur incontournable du financement au Maroc, accompagnant particuliers, professionnels et entreprises dans la réalisation de leurs projets. Grâce à une offre diversifiée et adaptée aux besoins spécifiques de chaque segment, SOFAC propose des solutions de crédit, de leasing et de financement structuré, tout en développant des services complémentaires à travers ses filiales.

Dans une dynamique d'innovation et de proximité, SOFAC renforce constamment son expertise et sa capacité à anticiper les évolutions du marché. Sa plateforme digitale Crediz, son réseau d'agences et d'agents agréés, ainsi que son offre en Location Longue Durée via Badeel, illustrent son engagement à simplifier l'accès au financement. Par ailleurs, son expertise en ingénierie financière, portée par une approche innovante, lui permet de développer des solutions adaptées aux enjeux économiques et financiers de ses clients.



Activité historique offrant des solutions de financement conçues pour répondre aux besoins spécifiques de ses clients, particuliers, professionnels ou d'entreprises de toutes tailles – TPE, PME ou grandes structures.



Spécialiste de la gestion des Fonds de Placement Collectifs en Titrisation, cette filiale conçoit des solutions d'ingénierie financière adaptées aux enjeux stratégiques des partenaires institutionnels.



Entité spécialisée du courtage en assurance, elle propose des solutions sur mesure qui accompagnent les produits de financement de SOFAC, garantissant ainsi une protection financière optimale aux clients.

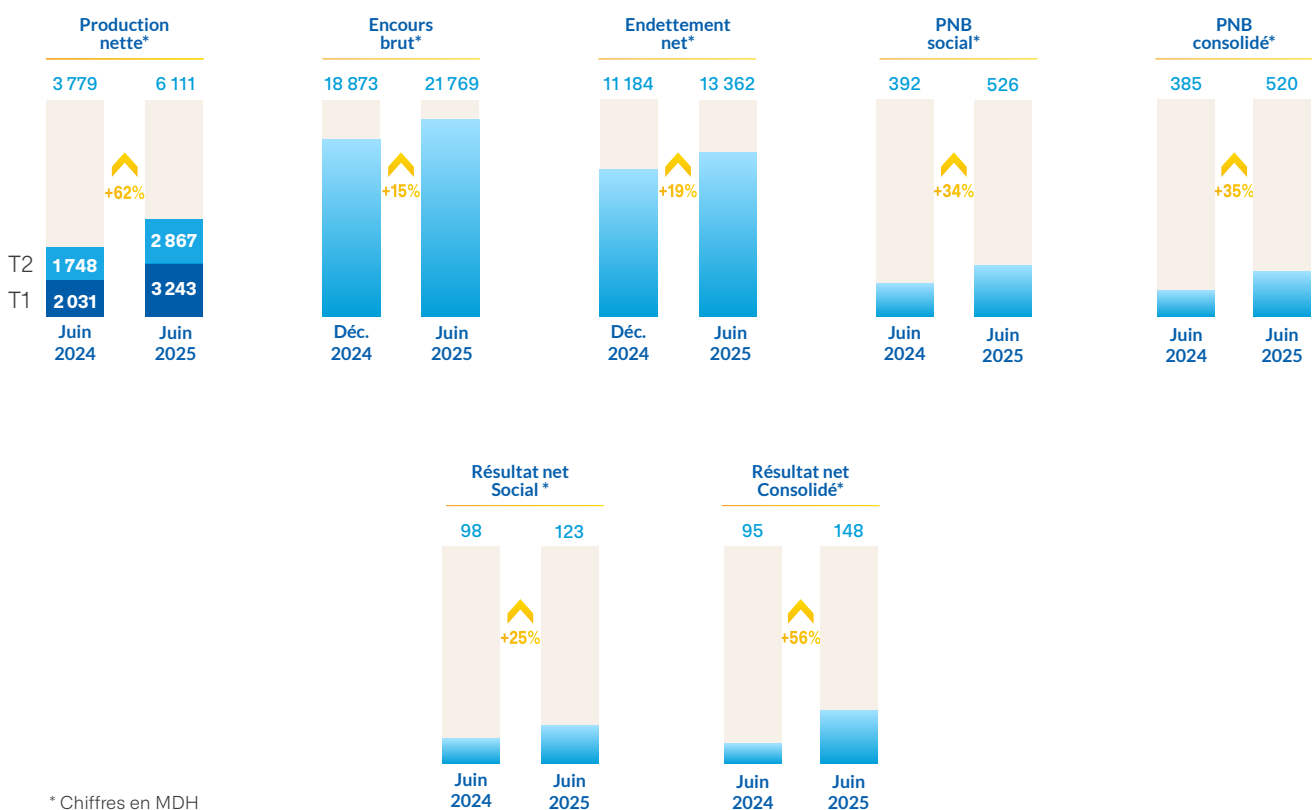


Filiale dédiée à la location longue durée (LLD) grâce à une offre complète de solutions de mobilité, en ligne avec les nouvelles tendances d'usage des moyens de transport pour les particuliers et les entreprises.

PERFORMANCES & RÉALISATIONS

Au titre du premier semestre 2025, SOFAC a maintenu une dynamique de croissance solide, soutenue par la forte reprise des segments Automobiles et Leasing. La hausse de 36% du marché marocain des véhicules neufs a favorisé une progression de 62% de la production nette par rapport à 2024.

Dans ce contexte, l'encours brut s'élève à 21 769 MDH en hausse de 15% par rapport à 2024, porté par la croissance des financements automobiles.



SOFAC a consolidé ses performances financières avec un Produit Net Bancaire (PNB) en forte croissance. Le PNB social s'élève à 526 MDH, en hausse de 34%. Au niveau des comptes consolidés, le PNB a atteint 520 MDH, en progression de 35%. Ces résultats témoignent de la maîtrise des marges et d'un pilotage efficace des volumes financés, notamment sur les segments porteurs.

L'endettement net a progressé de 19%. Cette évolution intègre l'émission d'un emprunt obligataire subordonné, permettant de renforcer les fonds propres réglementaires.

PERSPECTIVES

Fort de cette dynamique, le Groupe entend consolider son positionnement sur l'ensemble de ses segments stratégiques, en adaptant en permanence son offre de financement aux besoins évolutifs des particuliers, professionnels et entreprises. Le renforcement continu de ses solutions, allié à une approche proactive du marché, constitue un levier essentiel pour soutenir une croissance durable et renforcer la création de valeur pour ses partenaires.



COMPTES
CONSOLIDÉS

AU 30 JUIN 2025

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2025

PRÉAMBULE

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du Groupe SOFAC à compter du 1^{er} janvier 2020 avec bilan d'ouverture et au 1 janvier 2019, conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe SOFAC sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels de SOFAC SA et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle ou une influence notable.

FILIALES

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements à l'égard du pouvoir détenu. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse. La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

➤ le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;

ou

➤ le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...). Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

DATE DE CLÔTURE

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 31 mars et au 30 septembre.

La liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie ci-dessous :

A fin juin 2025, le périmètre de consolidation du Groupe SOFAC inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2025		31/12/2024		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
SOFAC	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
SOFASSUR	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SSF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
BADEEL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale

MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS 16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2019. IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).

Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière. Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :

- D'un droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- D'une dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

Méthode de transition

Pour la transition, le Groupe SOFAC a opté pour l'approche rétrospective modifiée. La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1^{er} janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat). La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1^{er} janvier 2019.

Exemptions d'utilisation

Le Groupe SOFAC a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :

- L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an;
- L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD). Durée et typologie des contrats de location simples retenues.

La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :

- Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans;
- Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- **Niveau 1** : justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
- **Niveau 2** : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
- **Niveau 3** : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés. L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
 - Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
 - Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
 - Soit vendre l'actif (HTS: Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts (« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI ») pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Tous les actifs financiers détenus par le Groupe SOFAC sont évalués au coût amorti.

DÉPRÉCIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS 9 remplace le modèle de pertes encourues d'IAS 39 par un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues »

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI)

La norme IFRS 9 introduit

- Un principe nouveau de provisionnement des encours sains et non sensibles (dépréciation dès l'octroi) ;
- Trois « stages » dans lesquels sont classés les actifs en fonction de leur qualité de crédit. Les modalités de calcul des dépréciations diffèrent d'un stage à un autre ce qui nécessite le suivi de la dégradation significative du risque de crédit depuis la date d'octroi.
- De nouveaux paramètres pour le calcul des provisions :
 - ECL (expected credit loss) « point in time » par opposition à l'expected loss (EL) bâlois "Through the cycle"
 - L'intégration du forward looking : il s'agit d'intégrer les évolutions éventuelles de certains agrégats pertinents (données prospectives) dans l'appréciation de défaut des actifs ou groupes d'actifs.

Modèle à 3 stages

Selon la norme IFRS 9, les modalités de calcul des pertes attendues sur les actifs financiers dépendent de la classe ou du niveau de risques à laquelle appartiennent ces actifs. La norme prévoit trois (3) stages distincts selon le niveau de dégradation de risque d'un actif depuis l'origination :

Stage 1 : loge les actifs financiers sains n'ayant pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation sur les actifs de cette catégorie correspond à la perte attendue sur un horizon de 12 mois.

Stage 2 : reprend les actifs considérés comme risqués ou dont la qualité de crédit s'est significativement détériorée sans qu'aucune perte de crédit n'ait cependant été observée, pour ces actifs, la dépréciation représentera alors la perte de crédit attendue sur la durée de vie total du contrat (jusqu'à sa date d'échéance).

Stage 3 : comprend les actifs dont la qualité s'est significativement détériorée et une perte est observée au point que la recouvrabilité du principal est mise en cause. Comme pour les actifs en stage 2, la dépréciation sera estimée « à maturité ».

Options de staging retenu par SOFAC :

- **Bucket 1 :** Aucun impayé ;
- **Bucket 2 :** 1 et 2 impayés ou Dossier ayant atteint le défaut historiquement et régularisé par la suite ;
- **Bucket 3 (défaut) :** Les dossiers présentant 3 impayés et plus.

La méthodologie la plus appropriée de calcul des ECL est le cas général. SOFAC dispose de toutes les données historiques sur son portefeuille permettant de calibrer les paramètres du risque (EAD, PD et LGD) et ainsi de calculer les pertes de crédit attendues.

- **La Probabilité de Défaut (PD) :** représente le taux de passage en défaut. Elle est issue des matrices de transitions calculées sur l'historique des impayés (mois par mois).
- **La LGD (Loss Given Default) :** représente le montant de la perte en cas de défaut. La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain.
- **L'EAD (Exposure At Default) :** représente l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation. Les remboursements anticipés concernent tout le portefeuille. Ils sont observés et un historique de tous les remboursements anticipés est disponible pour le calcul du taux de remboursement annuel empirique.
- **L'ECL (Expected Credit Loss) :** représente la perte de crédit attendue à maturité.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à des tiers.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

La juste valeur : correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : correspond au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

La durée d'utilité : désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Pour les besoins de la FTA (First Time Adoption), le groupe SOFAC a opté pour la réévaluation à la juste valeur pour les terrains et immeubles d'exploitation et pour l'application de l'approche par composants pour les mobiliers et matériels. Les immobilisations concernées par les retraitements en FTA se présentent comme suit :

Catégorie	Libellé	Nature de la valeur retenue
Immeubles d'exploitation	Siège SOFAC	Réévaluation
Immeuble d'exploitation	Agence RABAT	Réévaluation

Pour les évaluations ultérieures (post-FTA), les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle du coût amorti calculé sur la base de ce qui suit.

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50 ans
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30 ans
Catégorie C	Étanchéité, électricité, précâblage	15 ans
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10 ans

Type	Durée en social	Durée utilité IFRS
Matériel roulant	5 ans	5 ans
Matériel informatique	Entre 5 et 10 ans	Entre 5 et 10 ans
Matériel de bureau	5 ans	5 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans	10 ans
Autres matériel et mobilier	5 ans	5 ans

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe SOFAC mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

➤ Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

➤ Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

➤ Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

➤ Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe SOFAC dispose d'une police d'assurance maladie pour le compte du personnel Actif Permanent et des retraités. Les retraités bénéficient gratuitement de la couverture maladie post emploi.

Cette couverture maladie est viagère pour l'ensemble des retraités. En outre, les conjoints et les ayants droit bénéficient de la couverture médicale tant que l'ouvrant droit (i.e. le retraité) est en vie. En cas de décès de ce dernier, ils ne sont plus couverts par le contrat.

Sur la base de notre analyse, l'assistance médicale postérieure à l'emploi est classée comme un régime d'avantages à prestations définies au sens de la norme IAS 19 qui doit être évalué et comptabilisé.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

JUGEMENTS UTILISÉS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement)
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37. Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

ACTIF (En milliers)	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	21 607	6 376
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	522 204	545 133
Actifs financiers détenus à des fins de transaction			
Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat		522 204	545 133
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	6 192	21 192
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		6 192	21 192
Titres au coût amorti	5.1.4		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	114 679	34 836
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	18 854 794	16 249 150
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		53 477	53 809
Actifs d'impôt différé		126 785	122 764
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	2 765 132	2 171 917
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.1.8	480 626	431 488
Immobilisations incorporelles	5.1.9	43 610	46 328
Écarts d'acquisition	5.1.10	52 747	52 747
TOTAL ACTIF		23 041 855	19 735 741

PASSIF (En milliers)	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	7 361 221	6 071 816
Dettes envers la clientèle	5.2.3	5 276 940	4 852 102
Titres de créance émis	5.2.4	6 213 249	5 289 845
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		65 070	100 746
Passifs d'impôt différé		295 639	262 563
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 819 751	1 441 513
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	5.2.6	39 328	34 361
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		527 101	281 543
Capitaux propres		1 443 555	1 401 253
Capitaux propres part du groupe		1 443 555	1 401 253
Capital et réserves liées		287 985	286 196
Réserves consolidées		1 004 862	889 639
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 505	1 483
Résultat de l'exercice		148 203	223 934
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		23 041 855	19 735 741

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En milliers)	Notes	30/06/2025	30/06/2024
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	680 818	512 478
- Intérêts et charges assimilées	6.1	-264 564	-213 407
MARGE D'INTÉRÊT		416 254	299 071
+ Commissions (produits)	6.2	59 840	47 877
- Commissions (charges)	6.2	-22 658	-10 246
MARGE SUR COMMISSIONS		37 182	37 631
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3		
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	161	-1 637
+ Produits des autres activités	6.5	86 378	65 337
- Charges des autres activités	6.5	-19 194	-13 967
PRODUIT NET BANCAIRE		520 781	386 435
- Charges générales d'exploitation	6.6	-135 630	-116 148
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	-14 415	-12 385
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		370 736	257 903
Coût du risque	6.8	-137 310	-106 711
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		233 425	151 192
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		3 362	4 218
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		236 788	155 410
- Impôt sur les résultats	6.9	-88 584	-60 688
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET		148 203	94 722
Intérêts minoritaires			
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		148 203	94 722
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10		
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10		

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	Notes	30/06/2025	30/06/2024
RÉSULTAT NET		148 203	94 722
Écarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		148 203	94 722
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES		148 203	94 722
Dont Part du Groupe		148 203	94 722
Dont Part des minoritaires			

PÉRIMÈTRE

Dénomination sociale	30/06/2025		31/12/2024		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
SOFAC	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
SOFASSUR	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
SSF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
BADEEL SMARTLEASE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		
Bons du Trésor		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de participation non consolidés		
Instruments dérivés		
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	522 204	545 133
Total	522 204	545 133

VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

(En milliers)	30/06/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	4 656		5 889	
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	16 950		487	
Total	21 607		6 376	

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Bons du Trésor		
Autres Instruments		
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	6 192	21 192
Total	6 192	21 192

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(En milliers)	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
Crédits de trésorerie						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales						
- Crédits à l'exportation						
Crédits à la consommation				20 382 051	20 382 051	17 658 068
Crédits à l'équipement						
Crédits immobiliers						
Intérêts courus à recevoir						
Agios réservés				-264 799	-264 799	-281 777
Valeurs reçues en pension						
Créances acquises par affacturage						
Autres créances				23 184	23 184	22 439
Encours bruts				20 140 436	20 140 436	17 398 729
Dépréciations				1 285 641	1 285 641	1 149 579
Encours nets				18 854 794	18 854 794	16 249 150

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9 Hors Agios réservés	30/06/2025				31/12/2024			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	16 187 769	2 194 061	2 000 220	20 382 051	14 206 996	1 689 036	1 762 035	17 658 068
Dépréciations	46 477	87 139	1 152 026	1 285 641	37 405	68 665	1 043 510	1 149 579
Net	16 141 293	2 106 923	848 194	19 096 409	14 169 591	1 620 372	718 525	16 508 488

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
À vue	114 679	34 836
Comptes ordinaires	114 679	34 836
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
À terme		
Prêts et comptes à terme		
Prêts subordonnés et participants		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Total Brut	114 679	34 836
Dépréciation		
Total Net	114 679	34 836

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Créances fiscales	886 340	560 468
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	281 512	176 195
Débiteurs Divers	1 597 281	1 435 254
Comptes de liaison		
Total	2 765 132	2 171 917

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur brute (En milliers)	Valeur brute au 31/12/2024	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Effet de l'application d'IFRS 16	Valeur brute au 30/06/2025
Terrains et constructions	470 333	66 105	810		535 628
Matériel, outillage et transport					
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	42 538	6 468	2 012		46 994
Autres immobilisations corporelles	48 555	7 897	165		56 287
En-cours	25 320	3 143	13 105		15 358
Droit d'utilisation					
Total	586 746	83 612	16 092		654 267

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers)	Valeur brute au 31/12/2024	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotation exercice	Valeur brute au 30/06/2025
Valeur brute	137 693	25 162	24 501		138 354
Amortissement	91 365			3 379	94 744
Valeur nette	46 328	25 162	24 501	-3 379	43 610

ÉCARTS D'ACQUISITION

(En milliers)	31/12/2024	Augmentation (acquisition)	Diminution (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2025
Valeur brute	52 747 295					52 747 295
	52 747 295					52 747 295
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette	52 747 295					52 747 295

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(En milliers)	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs		469 317			469 317	618 988
Valeurs données en pension		500 688			500 688	499 965
- au jour le jour						
- à terme		500 688			500 688	499 965
Emprunts de trésorerie		6 375 248			6 375 248	4 939 178
- au jour le jour						
- à terme		6 375 248			6 375 248	4 939 178
Emprunts financiers						
Intérêts courus à payer		15 968			15 968	13 683
Autres dettes						
Total		7 361 221			7 361 221	6 071 816

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(En milliers)	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs						
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme						
Valeurs données en pension						
Autres comptes créditeurs				5 276 940	4 852 102	
Intérêts courus à payer						
Total				5 276 940	4 852 102	

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
Opération diverses sur titres	504 956	504 988
Sommes dues à l'État		
Clients avances et acomptes		
Charges à payer	868 588	697 616
Dividendes à payer		
Autres passifs	446 207	238 908
Total	1 819 751	1 441 513

COMMISSIONS

(En milliers)	30/06/2025			30/06/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	59 840		59 840	47 877		47 877
Sur opérations avec les établissements de crédit						
Sur opérations avec la clientèle	59 840		59 840	47 877		47 877
Autre						
Prestation de services bancaires et financiers		22 658	-22 658		10 246	-10 246
sur opération de paiement		22 658	-22 658		10 246	-10 246
sur opération de change						
Autres						
Produits nets des commissions	59 840	22 658	37 182	47 877	10 246	37 631

MARGE D'INTÉRÊT

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Sur opérations avec les établissements de crédits		
Sur opérations avec la clientèle	656 032	500 384
Intérêts courus et échus sur titres		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail	24 786	12 095
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêt	680 818	512 478
Sur opérations avec les établissements de crédits	162 806	146 063
Sur opérations avec la clientèle		
Sur dettes représentées par titres	95 445	65 592
Sur dettes subordonnées	6 205	1 527
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Autres intérêts et charges assimilés	108	225
Charges d'intérêt	264 564	213 407

PROVISIONS

Provisions	31/12/2024	Augmentation	Diminution	30/06/2025
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	1 576	4 315		5 891
Provisions pour autres risques et charges	32 786	777	125	33 437
Total	34 361	5 092	125	39 328

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

	31/12/2024	Augmentation	Diminution	30/06/2025
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	5 289 845	1 946 500	1 023 097	6 213 249
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Total	5 289 845	1 946 500	1 023 097	6 213 249

RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés		
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	67 185	51 371
Produits et charges nets des autres activités	67 185	51 371

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Charges de personnel	82 996	70 582
Impôts et taxes	1 950	1 186
Services extérieurs et autres charges	50 684	44 379
Charges d'exploitation	135 630	116 148

CHARGES DU PERSONNEL

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Salaires et appointements	49 959	43 048
Primes et indemnités	12 705	11 251
Charges de retraite	14 148	10 611
Charges d'assurances sociales	3 576	3 243
Autres charges de personnel	2 607	2 429
Total	82 996	70 582

AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	3 408	2 066
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	11 007	10 319
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation		
Total	14 415	12 385

COÛT DU RISQUE

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Dotations aux provisions	254 541	205 232
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	253 789	194 753
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	752	10 479
Reprise de provisions	115 998	98 603
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	115 897	96 830
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	100	1 773
Variation des provisions	138 543	106 630
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	217	1 446
Récupérations sur prêts et créances amorties	-1 450	-1 365
Autres pertes		
Coût du risque	137 310	106 711

RÉSULTAT SUR ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	161	-1 637
Gains ou pertes nets	161	-1 637

CHARGE D'IMPÔT RECONNUE EN ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Charge d'impôts courants	62 512	49 238
Charge d'impôts différés	26 073	11 450
Charge d'impôts de la période	88 584	60 688

RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
Résultat net part du Groupe	148 203	94 722
Nombre d'actions ordinaires émises	2 880	2 862
Résultat par action en dirhams	51	33

PREUVE D'IMPÔTS

	30/06/2025	31/12/2024
Résultat net de l'ensemble consolidé	148 203	223 934
Impôts exigibles (IS)	62 512	78 654
Impôts différés	26 073	44 574
Total charge fiscale consolidée IFRS	88 584	123 228
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	236 788	347 163
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	37,41%	35,50%
Montant de différences de taux mère/filiale	7 447	-376
Impôt sur différences temporelles	-26 197	-29 887
Effet des autres éléments	-2 971	-3 243
Charge fiscale recalculée		
Taux d'impôt légal au Maroc	39%	39%

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE

	31/12/2024	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2025
Impôts différés actifs	57 804	2 536		60 340
Impôts différés passifs	205 793	28 609		234 402
Impôts différés actifs / passifs	-147 989	-26 073		-174 062

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
Engagements de financements et de garantie donnés	105 715	48 022
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	105 715	48 022
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	105 715	48 022
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits données		
- Autres cautions, avals et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
- Garanties de crédits données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données		
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	1 276 412	203 394
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 276 253	203 235
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues	1 276 253	203 235
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	159	159
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues	159	159

INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2025	31/12/2024
1. Résultat avant impôts (A)	236 788	347 163
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	14 415	25 435
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions	4 966	12 375
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement		
9. +/- Autres mouvements	-238 932	-180 328
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	-219 550	-142 519
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	1 209 563	-587 629
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 180 807	-1 132 294
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	962 354	1 924 848
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-221 265	-405 223
15. - Impôts versés	-62 410	-78 752
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	-292 565	-279 051
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	-275 328	-74 407
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-60 836	-264 185
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	-60 836	-264 185
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	105 835	101 710
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	245 559	225 388
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	351 394	327 098
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	15 231	-11 494

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE

27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	6 376	17 870
28. Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif)	6 376	17 870
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	21 607	6 376
31. Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif)	21 607	6 376
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	15 231	-11 494

TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Les capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2024	210 450	1		1 190 232	571				1 401 253
Changement de méthodes comptables									
Autres variations (Actualisation IFRS 16)				-65					-65
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2025	210 450	1		1 190 166	571				1 401 187
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				-105 835					-105 835
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2025				148 203					148 203
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)									
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)									
Gains ou pertes latents ou différés (D)+(E)+(F)									
Variation de périmètre									
Autres variations (Actualisation IAS 19)									
Capitaux propres clôture 30 Juin 2025	210 450	1		1 232 534	571				1 443 555

DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Conformément aux exigences réglementaires en vigueur, Sofac a procédé à la formalisation de politiques et chartes des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques auxquels la société est exposée, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques et chartes sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par les plus hautes instances de la société.

RISQUE DE CRÉDIT

a - Politique de gestion du risque de crédit

Le Risque de Crédit est le risque de non-remboursement par des clients de leurs engagements envers la société, partiellement ou en intégralité, dans les délais et dans les conditions convenues, et qui pourrait entraîner une perte financière pour ladite société. C'est la catégorie de risque à laquelle la société est la plus exposée, qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque et s'étend par nature au risque de concentration.

SOFAC a mis en place une politique de gestion du risque de crédit. Elle a pour but de fournir, aux différentes entités de la société, des principes applicables à leurs activités, dès lors qu'elles sont susceptibles de générer un **Risque de Crédit** ou de contrepartie pour compte propre.

b - Comitologie

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité. Il s'agit notamment du :

- **Comité des Risques** : assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie, de gestion et de surveillance des risques auxquels l'établissement est exposé
- **Comité Risque de crédit** : désigne des comités de crédit, valide les règles d'octroi et le manuel d'acceptation, valide les seuils d'acceptation par les grilles de scoring, valide les grilles de délégation de pouvoirs, suit périodiquement les indicateurs de risque.

c - Structuration des opérations de crédit

Chaque opération de crédit doit être structurée selon les procédures en place et elle doit avoir :

- Un objet économique avéré ;
- Une maturité en conformité avec l'objet du crédit ;
- Un revenu en adéquation avec le risque pris par la société. La tarification doit être en adéquation avec le niveau de **Risque de Crédit** des contreparties ;
- Une sécurité évidente par la capacité de remboursement de la contrepartie ;
- Une garantie ou sûreté pour conforter la position de la société à travers au moins un contrat de crédit.

d - Scoring

Le scoring est un modèle statistique développé sur la base du comportement historique des clients, sur au moins 3 ans, à travers une régression logistique pour prédire le défaut des clients futurs.

Le scoring des demandes émanant des contreparties joue un rôle primordial dans l'appréciation du degré de **Risque de Crédit** du portefeuille des engagements de Sofac et par la suite dans la prise de décision.

Pour la clientèle de Sofac, les décisions d'octroi sont prises sur la base d'un système de scoring spécifique et complété par des règles d'octroi relatives à chaque type de produit et chaque catégorie de clientèle.

Le pilotage du processus de mise en œuvre et de la validation du système de scoring incombe à l'entité **Risque de Crédit** qui assure le maintien de ce dispositif.

L'entité **Risque de Crédit** assure la surveillance de la qualité du scoring semestriellement à travers des reportings spécifiques mesurant la **stabilité** et la **performance** du score.

e - Surveillance des risques – contrôles à priori

Avant tout déblocage de crédit, une série de contrôle est systématiquement réalisée :

- Contrôle des données du dossier de crédit ;
- Contrôle du respect du niveau de délégation ;
- Contrôle de la conformité de la documentation juridique ;
- Contrôle des données saisies au niveau du système d'information ;
- Contrôle du respect des limites de concentration.

f - Surveillance du portefeuille des engagements

La surveillance du portefeuille des engagements se fait par le biais de plusieurs indicateurs, tant au niveau du risque à l'octroi qu'au niveau du risque en cours de vie des dossiers.

Les analyses multicritères du portefeuille des engagements sont un contrôle à postériori qui consistent à identifier et à suivre l'ensemble des engagements de la société selon plusieurs axes d'analyse dont notamment : les produits, les maturités, les clients, les groupes d'affaires, les segments de clientèle, les règles d'octroi, les catégories de créances (saines et en souffrance), les secteurs d'activité, les agences, les zones géographiques, les types de sûreté, etc.

g - Limites de concentration

Les engagements de Sofac sont maintenus dans les limites globales, dites limites de concentration, fixées dans le respect de la réglementation. Ces limites sont revues, autant que nécessaire en tenant compte notamment du niveau des fonds propres de la société et de chacune de ses entités, et sont validées par le Comité **Risque de Crédit**.

h - Délégation de pouvoirs

Ce principe régit l'octroi de nouveaux prêts et le renouvellement des crédits. A partir d'un seuil d'encours client et pour les demandes non acceptées systématiquement, au moins deux personnes, dont impérativement une de l'entité **Risque de Crédit**, doit approuver ces demandes.

La prise de décision est basée sur le principe de la délégation individuelle du pouvoir d'approbation. L'autorité d'approbation est accordée à des individus - *intuitu personae* - sur la base de leur expérience, jugement, compétence et formation professionnelle.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Conformément à la réglementation en vigueur, Sofac définit le risque opérationnel comme étant le « risque de perte résultant de carences ou de défaillances inhérentes aux procédures, au personnel et aux systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

a - Processus de gestion du risque opérationnel

Le processus de gestion des risques opérationnels au sein de Sofac est composé de méthodologies et pratiques liées aux activités d'identification, d'évaluation, de suivi et de traitement des risques opérationnels.

➤ Identification des risques

L'identification des risques opérationnels liés à l'activité de l'établissement a pour objectif de recenser l'ensemble des défaillances (avérées / potentielles) pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement de ses processus, et par conséquent empêcher l'atteinte de ses objectifs.

Un risque se caractérise par une ou plusieurs causes génériques (Déclencheur(s) de l'événement de risque), une catégorie d'événement bâloise et une ou plusieurs conséquences.

➤ Évaluation des risques

La gravité d'un risque se mesure selon deux paramètres :

- Le niveau de fréquence ;
- Le niveau d'impact du risque (la sévérité).

La connaissance de ces deux paramètres permet de positionner les risques sur une matrice « Fréquence x Impact » et de classer les risques selon une échelle de gravité.

➤ Indicateurs de suivi des risques :

Les indicateurs de suivi des risques (Key Risk Indicators : KRI) offrent une vision instantanée des modifications de l'environnement de risque et de contrôle interne, pouvant avoir un impact sur le profil de risque de la société.

L'objectif consiste, pour chaque processus ou ensemble de processus, à déterminer ce qui peut renforcer l'occurrence d'un événement de pertes, c'est-à-dire les sources potentielles à l'origine d'une dégradation du profil de risque de la société.

Ces indicateurs comportent généralement des seuils, dont le dépassement déclenche la mise en œuvre d'actions préventives.

➤ Mécanisme de couverture des risques :

Une bonne maîtrise du risque opérationnel dans la société nécessite, outre une bonne mesure du niveau de risque, la mise en place et le suivi de dispositifs visant à prévenir ou à atténuer le risque opérationnel.

Il existe 4 types de mécanismes de couverture du risque opérationnel :

- Les mesures de prévention sur les occurrences, qui visent à agir sur la diminution de la fréquence d'occurrence des risques ;
- Les mesures de prévention sur les impacts, qui visent à agir sur l'atténuation de l'impact financier, en cas de survenance de la défaillance ;
- Les mesures de contrôle qui visent à anticiper la survenance d'un risque ou à en éviter sa propagation à la défaillance ;
- Les assurances qui permettent de diminuer l'impact financier d'une défaillance.

➤ Collecte des incidents :

Un incident correspond à la survenance effective d'un risque au sein de la société. Il peut provoquer :

- Une ou plusieurs pertes opérationnelles ;
- Un incident sans impact financier, i.e. « quasi-perte » ;
- À la fois une (ou des) perte(s) ainsi que des impacts non financiers.

Un incident doit nécessairement être relié à un risque. Si ce n'est pas possible, il est nécessaire de mettre à jour la cartographie des risques afin que cette dernière reflète au mieux la réalité des risques encourus par la société.

b - Comitologie

A travers le Comité des Risques, le Conseil d'Administration approuve le dispositif d'identification et de gestion des Risques Opérationnels (RO), sa stratégie, ses orientations, sa politique, et ses principes.

A cet égard, le Comité des Risques est chargé de ce qui suit :

- Examiner la Stratégie de gestion du risque Opérationnel et formuler des recommandations à l'organe d'administration à ce sujet ;
- Passer en revue, au moins une fois par an, la politique de gestion du risque opérationnel et le dispositif d'appétence pour le risque de l'établissement ;
- Evaluer la qualité et la pertinence du dispositif d'identification, de mesure et d'atténuation des risques opérationnels encourus par l'établissement ;
- Fournir à l'organe d'administration des avis sur l'appétence au risque actuel et futur ;
- Surveiller la mise en œuvre, par l'organe de direction, de la déclaration d'appétence au risque ;
- S'assurer de l'efficacité du processus d'adéquation des fonds propres internes destinés à couvrir les risques opérationnels, tenant compte de l'appétence au risque définie par le conseil d'administration.

c - Plan de continuité d'activité

L'entreprise ne peut empêcher la survenance de certains risques exogènes et endogènes, tels que les inondations et les attaques virales, mais elle peut à défaut en limiter les impacts. C'est alors qu'intervient notamment le plan de continuité d'activité PCA.

Ce plan est défini par le comité de Bâle comme étant « l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénarii de crises, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de l'entreprise puis la reprise planifiée des activités ».

A Sofac, l'élaboration du plan de continuité répond à la nécessité :

- D'identifier les processus vitaux de l'entreprise ;
- D'analyser les risques de rupture de service ;
- D'évaluer les conséquences ;
- De prévoir les actions et les moyens pour assurer dans les meilleures conditions possibles la continuité de l'activité en cas d'indisponibilité ou de perturbation totale ou partielle des processus de l'entreprise.

RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ – ALM

a - Évaluation du risque de liquidité

L'identification et la quantification du risque de liquidité permet de se prémunir contre le risque de défaillance des engagements émis.

Sofac procède au calcul des impasses de liquidité, découlant de la différence entre les flux des emplois et ressources tout au long de leur durée d'amortissement. L'objectif est d'estimer les gaps de liquidité et les besoins de refinancement en complément du suivi des flux de trésorerie à court terme.

Le calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) est établi sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...10 ans), il est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats de prêts pour les postes contractuels, et des règles d'écoulement de la liquidité pour les autres postes non contractuels.

b - Évaluation du risque de taux

Le risque de taux est le risque de perte financière encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan. Il traduit l'incertitude sur les résultats financiers induits par l'exposition aux variations de la courbe des taux.

SOFAC procède au calcul de l'impasse de taux représentant la différence entre les emplois et ressources à taux fixes, ventilée par bande d'échéances. Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb et +200 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

c - Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM, par le recours aux instruments de financement spécifiques, ou des révisions concernant les lignes de crédit ouvertes par l'établissement.

d - Le suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques. Les données risques sont agrégées trimestriellement afin que les organes de gouvernance puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de SOFAC. Ces données sont présentées au Comité ALM et au Comité des Risques.

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

**forvis
mazars**

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca, Maroc

GROUPE SOFAC

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDÉS**

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2025

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A et ses filiales (Groupe SOFAC) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1.443.555 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 148.203.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe SOFAC arrêtés au 30 juin 2025, conformément aux Normes Internationales d'Information financière (IAS/IFRS).

Casablanca, le 29 juillet 2025

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social : 83 Avenue Hassan II
Casablanca

Abdellah LAGHCHAOUI - Fax: 0522 27 47 34
Associé

FORVIS MAZARS

forvis mazars
76 Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia
7ème Etage - Casablanca
Tél : 05 22 42 34 23 (17)

Taha FERDAOUS
Associé



COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2025

BILAN ACTIF (En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	21 606	6 363
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	101 745	24 269
. A vue	101 745	24 269
. A terme		
3. Créances sur la clientèle	8 586 992	7 611 898
. Crédits de trésorerie et à la consommation	8 026 073	7 139 643
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	560 920	472 256
4. Créances acquises par affacturage		
5. Titres de transaction et de placement	500 204	500 135
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	500 204	500 135
. Titres de propriété		
6. Autres actifs	1 486 762	1 008 243
7. Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8. Titres de participation et emplois assimilés	80 292	80 292
9. Créances subordonnées		
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	11 755 492	9 936 577
11. Immobilisations incorporelles	38 042	39 900
12. Immobilisations corporelles	61 939	62 446
TOTAL DE L'ACTIF	22 633 075	19 270 123

BILAN PASSIF (En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 148 949	5 893 662
. A vue	469 317	618 988
. A terme	6 679 632	5 274 673
3. Dépôts de la clientèle	5 276 940	4 852 102
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	5 276 940	4 852 102
4. Titres de créance émis	6 213 249	5 289 845
. Titres de créance négociables émis	6 213 249	5 289 845
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
5. Autres passifs	2 366 083	1 870 306
6. Provisions pour risques et charges	84 250	83 574
7. Provisions réglementées		
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
9. Dettes subordonnées	527 101	281 543
10. Écarts de réévaluation		
11. Réserves et primes liées au capital	259 655	259 655
12. Capital	210 450	210 450
13. Actionnaires. Capital non versé (-)		
14. Report à nouveau (+/-)	423 152	368 637
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	123 244	160 350
TOTAL DU PASSIF	22 633 075	19 270 123

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2025

(En milliers)	30/06/2025	30/06/20245
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 999 945	1 501 938
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	411 479	364 605
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4. Produits sur titres de propriété	57 867	44 363
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 415 749	1 001 313
6. Commissions sur prestations de service	71 041	58 931
7. Autres produits bancaires	43 809	32 726
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 474 063	1 109 473
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de Crédit	157 421	141 398
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	101 650	67 119
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 190 507	888 362
12. Autres charges bancaires	24 485	12 593
III. PRODUIT NET BANCAIRE	525 881	392 465
13. Produits d'exploitation non bancaire	655	774
14. Charges d'exploitation non bancaire	1	
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	240 850	185 836
15. Charges de personnel	72 156	63 127
16. Impôts et taxes	1 139	672
17. Charges externes	158 487	115 310
18. Autres charges générales d'exploitation	1 641	1 855
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 428	4 872
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	207 425	178 223
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	206 431	164 294
21. Pertes sur créances irrécouvrables	217	1 434
22. Autres dotations aux provisions	777	12 495
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	98 237	109 512
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	96 687	96 830
24. Récupérations sur créances amorties	1 450	1 365
25. Autres reprises de provisions	100	11 317
VII. RÉSULTAT COURANT	176 497	138 692
26. Produits non courants	12	53
27. Charges non courantes	4 886	5 555
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	171 624	133 190
28. Impôts sur les résultats	48 379	34 847
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	123 244	98 342
TOTAL PRODUITS	2 098 849	1 612 277
TOTAL CHARGES	1 975 605	1 513 935
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	123 244	98 342

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2025

(En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS		
1. (+) Intérêts et produits assimilés	411 479	364 605
2. (-) Intérêts et charges assimilées	259 071	208 517
Marge d'intérêt	152 408	156 088
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 415 749	1 001 313
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 190 507	888 362
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	225 241	112 950
5. (+) Commissions perçues	71 041	58 931
6. (-) Commissions servies	22 658	10 246
Marge sur commissions	48 383	48 685
7. (+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-1 286	-2 100
8. (+) Résultat des opérations sur titres de placement		
9. (+) Résultat des opérations de change		-22
10. (+) Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	-1 286	-2 122
11. (+) Divers autres produits bancaires	101 676	77 088
12. (-) Diverses autres charges bancaires	541	225
PRODUIT NET BANCAIRE (*)	525 881	392 465
13. (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	655	774
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	1	
16. (-) Charges générales d'exploitation	240 850	185 836
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	285 685	207 403
17. (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	108 512	67 533
18. (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	677	1 178
RÉSULTAT COURANT	176 497	138 692
RÉSULTAT NON COURANT	-4 873	-5 502
19. (-) Impôts sur les résultats	48 379	34 847
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	123 244	98 342
	30/06/2025	30/06/2024
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	123 244	98 342
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 428	4 872
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions		
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	239	451
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	1	
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	130 433	102 763
31. (-) Bénéfices distribués	105 835	99 985
(+) AUTOFINANCEMENT	24 598	2 778

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2025

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 942 078	3 127 362
2. (+) Récupérations sur créances amorties	1 450	2 955
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	428	786
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	1 474 063	2 378 622
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	4 886	28 945
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	233 423	382 753
7. (-) Impôts sur les résultats versés	48 379	74 927
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	183 204	265 858
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-77 477	2 834
9. (+) Créances sur la clientèle	-1 085 055	-1 036 701
10. (+) Titres de transaction et de placement	-69	-10 678
11. (+) Autres actifs	-478 519	-173 214
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-1 818 915	-2 146 049
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 255 288	-644 048
14. (+) Dépôts de la clientèle	424 838	1 263 580
15. (+) Titres de créance émis	923 403	1 952 227
16. (+) Autres passifs	495 778	372 603
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-360 728	-419 447
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I+II)	-177 524	-153 589
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	239	643
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières		
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	5 063	28 326
21. (+) Intérêts perçus		
22. (+) Dividendes perçus	57 867	44 363
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	53 044	16 680
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24. (+) Emission de dettes subordonnées		
25. (+) Emission d'actions		
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés	245 559	225 388
28. (-) Dividendes versés	105 835	99 985
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	139 723	125 403
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	15 244	-11 507
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	6 362	17 869
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	21 606	6 362

HORS BILAN AU 30 JUIN 2025

(En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNÉS	105 715	48 022
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	105 715	48 022
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS REÇUS	1 276 412	203 394
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 276 253	203 235
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	159	159
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

A1.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Les états de synthèse de l'exercice clos le 30 Juin 2025 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

A1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition, corrigée des amortissements cumulés, calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon le mode linéaire. Les taux d'amortissement pratiqués sont en conformité avec les taux fiscalement admis.

A1.3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

A1.3.1 Crédits à la clientèle

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur Encours Hors Agios à Echoir.

A1.3.2 Immobilisations données en Location avec Option d'Achat (LOA)

Les immobilisation données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition Hors Taxe et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée du contrat de LOA conformément à la législation fiscale.

A1.3.3 Créances en souffrance et leur provisionnement

Les créances en souffrance sont classées conformément aux règles de classification définies dans la circulaire n°: 19/G/2002.

pour le crédit classique, Ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et Capital restant dû.

pour la LOA, Ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et valeur nette comptable Par application des règles de Bank Al-Maghrib (Circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont provisionnées après déduction des quotités de garantie admises, à hauteur de :

- 20 % pour les créances prédouteuses.
- 50 % pour les créances douteuses.
- 100 % pour les créances compromises

A1.4 LES DETTES

Les dettes sont évaluées au nominal. Elles comprennent essentiellement les emprunts bancaires

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2025	Total au 31/12/2024
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	16 950	101 745			118 696	24 756
VALEURS REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	16 950	101 745			118 696	24 756

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2025 (En milliers)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées		70 286		70 285	70 285		59 407	59 672	57 867
SOFASSUR		100	100%	100	100	12/31/2024	57 988	57 867	57 867
SOFAC STRUCTURED FINANCE		2 000	100%	1 999	1 999	12/31/2024	1 419	1 805	
BADEEL SMARTLEASE		68 186	100%	68 186	68 186				
Autres titres de participation		10 006		10 006	10 006				
FT SOFAC AUTOLEASE		10 006		10 006	10 006				
TOTAL		80 292		80 291	80 291		59 407	59 672	57 867

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (En milliers)

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				8 026 073	8 026 073	7 139 643
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS						
AUTRES CRÉDITS						
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE				1 670 809	1 670 809	1 487 924
- Créances pré-douteuses				320 907	320 907	295 232
- Créances douteuses				54 026	54 026	45 617
- Créances compromises				1 295 876	1 295 876	1 147 074
PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE				1 109 889	1 109 889	1 015 668
TOTAL				8 586 992	8 586 992	7 611 898

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'EMETTEUR (En milliers)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2025	Total 31/12/2024
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRANCE						
TITRES DE PROPRIÉTÉ						
TITRES NON COTÉS	580 496				580 496	580 427
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	500 204				500 204	500 135
TITRES DE PROPRIÉTÉ	80 292				80 292	80 292
TOTAL	580 496				580 496	580 427

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30 JUIN 2025 (En milliers)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES	500 204	500 204	504 956			
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	500 204	500 204	504 956			
TITRES DE PROPRIÉTÉ						
TITRES DE PLACEMENT						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						
TITRES DE PROPRIÉTÉ						
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (En milliers)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice	
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions		Cumul des provisions
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	14 049 308	18 605 990	16 560 817	16 094 481	1 172 535	4 260 051	51 815	11 507	78 938	11 755 492
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	12 897 927	12 341 468	10 226 767	15 012 628	1 157 239	4 209 550	17 973	3 212	41 797	10 761 281
- Crédit-bail mobilier en cours	500 147	539 192	578 707	460 631						460 631
- Crédit-bail mobilier loué	11 943 627	11 696 792	9 612 271	14 028 149	1 117 486	4 057 591	17 973	3 212	41 797	9 928 760
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	454 153	105 484	35 789	523 848	39 753	151 959				371 889
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	771 843	2 893 993	2 758 909	906 927	15 296	50 501				856 426
- Crédit-bail immobilier en cours	373 321	2 795 698	2 758 909	410 109						410 109
- Crédit-bail immobilier loué	398 523	98 295		496 818	15 296	50 501				446 316
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS										
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	379 538	3 370 529	3 575 140	174 926			33 843	8 295	37 141	137 785
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	14 049 308	18 605 990	16 560 817	16 094 481	1 172 535	4 260 051	51 815	11 507	78 938	11 755 492

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (En milliers)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	122 815	25 162	24 501	120 918	82 900	2 518		85 434	35 484
- Droit au bail	1 565			1 565					1 565
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	89 802	20 535	745	109 592	82 900	2 518		85 434	24 158
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
- Immobilisations en cours	31 448	4 627	23 756	9 761					9 761
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	119 043	17 507	15 281	123 828	56 612	4 909	2 177	59 330	64 498
- Immeubles d'exploitation	6 445			6 445	5 168	116		5 279	1 166
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	6 445			6 445	5 168	116		5 279	1 166
. Immeubles Hors exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	41 282	6 468	2 012	45 738	26 623	2 612	2 012	27 213	18 525
. Mobilier de bureau d'exploitation	8 638	119	242	8 514	4 510	584	242	4 851	3 663
. Matériel de bureau d'exploitation	2 542	47	23	2 566	1 422	115	23	1 514	1 052
. Matériel informatique	30 076	6 235	1 746	34 565	20 665	1 909	1 746	20 820	13 745
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	26	30		56	26	1		27	29
. Autres matériels d'exploitation		36		36		2			36
	71 316	11 040	13 270	71 645	24 821	2 182	165	26 838	44 807
- Agencements et installations techniques	47 052	7 897	156	54 793	24 490	2 175	156	26 509	28 284
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 503		9	1 494	331	7	9	329	1 165
- Immobilisations corporelles en cours	22 761	3 143	13 105	15 358					15 358
- Immobilisations corporelles hors exploitation									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
TOTAL	241 859	42 669	39 782	244 746	139 512	7 428	2 177	144 764	99 981

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Montant au 30/06/2025	Montant au 31/12/2024
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		469 317			469 317	618 988
VALEURS DONNÉES EN PENSION		500 688			500 688	499 965
- au jour le jour						
- à terme		500 688			500 688	499 965
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE		6 162 976			6 162 976	4 761 024
- au jour le jour						
- à terme		6 162 976			6 162 976	4 761 024
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS À PAYER		15 968			15 968	13 683
TOTAL		7 148 949			7 148 949	5 893 662

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE (En milliers)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Montant au 30/06/2025	Montant au 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS						
COMPTES D'ÉPARGNE						
DÉPÔTS À TERME						
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS				5 276 940	5 276 940	4 852 102
INTÉRÊTS COURUS À PAYER						
TOTAL				5 276 940	5 276 940	4 852 102

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 30 JUIN 2025 (En milliers)

Nature des titres émis	Caractéristiques					
	Montant au début de l'Exercice	Durée (en mois)	Taux d'intérêt	Emissions	Remboursements	Montant à la fin de l'Exercice
Bons de Sociétés de Financement	670 000	24	3,06			670 000
Bons de Sociétés de Financement	1 830 000	36	2,27		471 667	1 358 333
Bons de Sociétés de Financement	2 100 000	60	2,99	1 946 500	310 000	3 736 500
Bons de Sociétés de Financement	583 667	72	3,09		233 000	350 667
Intérêts courus à recevoir	106 178				8 430	97 749
Total	5 289 845			1 946 500	1 023 097	6 213 249

PROVISIONS (En milliers)

	Encours 31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2025
PROVISIONS, DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR:	947 640	227 819	118 075		1 057 384
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	936 046	190 261	106 064		1 020 243
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	11 594	37 558	12 011		37 141
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	83 574	777	100		84 250
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	83 574	777	100		84 250
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	1 031 214	228 596	118 175		1 141 635

* La Provision pour autres risques et charges intègre une provision qui tient compte des impacts prévisionnels et probables de la crise sanitaire sur le portefeuille créances clients de la société. L'estimation de cet impact a été faite notamment sur la base des éléments d'information disponibles à la date de l'arrêté des comptes. L'approche retenue pour l'estimation de cette provision sera actualisée pour les prochains arrêts en tenant compte de l'évolution de la situation sanitaire et économique.

DETTES SUBORDONNÉES (En milliers)

NATURE	Montant au 30/06/2025	Modalités de rémunérations	Modalités de remboursement	Montant au 31/12/2024
Entreprises liées	26 000	Taux nominal : 5,30%	la durée sur dix (10) ans et l'amortissement à partir de la 6 ^{ème} année	26 000
	250 000	Taux nominal : 4,25%	la durée sur dix (5) ans avec mode d'amortissement infine	250 000
Entreprises apparentées	251 101	Taux nominal : 5,02%		5 543

CAPITAUX PROPRES (En milliers)

	Encours 31/12/2024	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2025
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	259 655			259 655
Réserve légale	21 045			21 045
Autres réserves	22 394			22 394
Primes d'émission, de fusion et d'apport	216 216			216 216
Capital	210 450			210 450
Capital appelé	210 450			210 450
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Dividendes		105 835		
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	368 637	54 515		423 152
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice	160 350	-160 350	123 244	123 244
Total	999 092		123 244	1 016 501

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE (En milliers)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle			53 182	5 259 778	3 274 033	8 586 992
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé				5 976 614	5 778 877	11 755 492
TOTAL			53 182	11 236 392	9 052 910	20 342 484
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		753 762	37 846	4 394 917	1 962 424	7 148 949
Dettes envers la clientèle						
Titres de créance émis			775 746	5 437 503		6 213 249
Emprunts subordonnés			26 054	501 047		527 101
TOTAL		753 762	839 646	10 333 467	1 962 424	13 889 300

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

NATURE (En milliers)	Montant au 30/06/2025	Montant au 31/12/2024
Crédit TVA	133 345	51 036
TVA demandée en remboursement	208 902	144 827
TVA récupérable	340 531	226 448
Crédit IS	40 406	86 112
Autres débiteurs	394 224	267 642
Comptes de régularisation - Actif	361 573	223 667
Charges à Répartir	7 781	8 510
TOTAL	1 486 762	1 008 243

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS (En milliers)

NATURE	Montant au 30/06/2025	Montant au 31/12/2024
Fournisseurs et Assimilés	200 791	168 490
Personnel	10 888	8 526
Organismes sociaux	9 817	5 062
État, impôts et taxes	236 273	245 461
Compte courant d'associés		
Créditeurs divers	205 877	101 781
Autres Comptes de régularisation - Passif	1 702 438	1 340 987
TOTAL	2 366 083	1 870 306

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

NATURE (en milliers de DH)	30/06/2025	31/12/2024
Titres de transactions		
Titres de participation	57 867	44 363
Participations des entreprises liées		

MARGE D'INTÉRÊTS

NATURE (En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
1- Intérêts et produits assimilés	411 479	364 605
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédits		
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	411 479	364 605
-Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
-Produits sur titres de propriété		
2- Intérêts et charges assimilées	259 071	208 517
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédits	157 421	141 398
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
-Intérêts et charges assimilées sur titres (BSF)	101 650	67 119
MARGES D'INTÉRÊTS (1-2)	152 408	156 088

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (En milliers)

ENGAGEMENTS	30/06/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	105 715	48 022
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	105 715	48 022
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	1 276 412	203 394
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 276 253	203 235
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	159	159
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE (En milliers)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	14 709 243	Crédits à la consommation affectés	3 154 195
		Crédits à la consommation Non affectés	1 983 339
		Immobilisations données en crédit-bail et en location	9 571 709
TOTAL	14 709 243		14 709 243
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	499 725	Valeurs données en pension	500 688
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	499 725		500 688

DÉTAIL DES COMMISSIONS

NATURE (En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
* Commissions sur opérations avec les établissements de crédit		
* Commissions sur opérations avec la clientèle	68 833	57 020
* Commissions sur opérations de change		
* Commissions relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
* Commissions sur produits dérivés		
* Commissions sur titres en gestion ou en dépôt		
* Commissions sur moyens de paiement		
* Commissions sur activité de conseil et d'assistance		
* Commissions sur produits accessoires		
* Commissions sur autres prestations de service	2 208	1 911
TOTAL	71 041	58 931

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

NATURE (En milliers)	30/06/2025	30/06/2024
PRODUITS		
Gains sur les titres de transaction		
Plus value de cession sur titres de placement		
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés		
Gains sur les opérations de change		
CHARGES	1 286	2 122
Pertes sur les titres de transaction	1 286	2 100
Moins value de cession sur titres de placement		
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement		
Pertes sur les produits dérivés		
Pertes sur les opérations de change		22
RESULTAT	-1 286	-2 122

VENTILATION DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

NATURE (En milliers)	30/06/2025	31/12/2024
Charges générales d'exploitation	240 850	185 836
Charges de personnel	72 156	63 127
Impôts et taxes	1 139	672
Charges externes	158 487	115 310
Autres charges générales d'exploitation	1 641	1 855
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 428	4 872

VENTILATION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES

NATURE (en milliers de DH)	30/06/2025	30/06/2024
Produits d'exploitation non bancaires	655	774
Reprises de provisions sur Créances en Souffrance	96 687	96 830
Reprises de provisions sur Créances Irrécouvrables (Dossiers Radiés)	1 450	1 365
Produits non courants	12	53
Total Autres Produits	98 804	99 022
Autres charges bancaires	24 485	12 593
Charges d'exploitation non bancaires	1	
Dotations aux provisions sur Créances En Souffrance	206 431	164 294
Pertes sur Créances Irrécouvrables(Dossiers Radiés)	217	1 434
Charges non courantes	4 886	5 555
Total Autres charges	236 020	183 876

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

(En milliers)	Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats
		Réserve légale
Report à nouveau		Dividendes
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves
Résultat net de l'exercice	160 350	Primes d'émission, de fusion et d'apport
Prélèvements sur les bénéficies		Report a nouveau
Autres prélèvements		
TOTAL A	160 350	TOTAL B
		160 350

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30 JUIN 2025

INTITULÉS (En MAD)	MONTANTS
I - RÉSULTAT BRUT COMPTABLE	171 624
. Bénéfice net	171 624
. Perte nette	
II - RÉINTEGRATIONS FISCALES	9 603
1- Courantes	4 717
- Cotisation Minimale	
- Dons	2 624
- Dotations Appt Royal Golf	
- Cadeaux	1 042
- Voiture de fonction	
- Provisions non déductibles	777
- Pertes non déductibles	217
- CSS société	
- Pénalités et débits	57
2- Non courantes	4 886
- Charges non courantes	4 886
- Charges sur Exercices Antérieurs	
III - DÉDUCTIONS FISCALES	57 967
1- Courantes	57 867
- Dividendes SOFASSUR	57 867
2- Non courantes	100
- Reprise provision pour risque et charge	100
- Reprise provision pour CES	
- Restitution Fiscale	
TOTAL	123 259
IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL	
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	123 259
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)	
V - REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	
VI - RÉSULTAT NET FISCAL	
. Bénéfice net fiscal (A - C)	123 259
OU	
. Déficit net fiscal (B)	
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS	
VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2025

NATURE (En milliers)	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	165 128	461 367	444 843	181 651
B. TVA à récupérer	226 448	699 434	585 351	340 531
. Sur charges	16 948	48 629	52 515	13 063
. Sur immobilisations	209 500	650 805	532 836	327 468
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	195 863	146 383		342 247
Solde déclaration TVA physique				

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 30 JUIN 2025

Montant du capital : 210 450.000,00 DHS

Montant du capital social souscrit et non appelé : 0,00 DHS

Valeur nominale des titres : 100,00 DHS

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
CIH	AVENUE HASSAN 2 - CASABLANCA	1 395 544	1 395 544	66,31%
Barid Al Maghrib	RABAT	706 197	706 197	33,56%
Flottant		2 759	2 759	0,13%
Total		2 104 500	2 104 500	100%

EFFECTIFS AU 30 JUIN 2025 (en nombre)

EFFECTIFS	30/06/2025	31/12/2024
Effectifs rémunérés	470	455
Effectifs utilisés	470	455
Effectifs équivalent plein temps	470	455
Cadres (équivalent plein temps)	194	201
Employés (équivalent plein temps)	276	254
Dont effectifs employés à l'étranger		

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 30 JUIN 2025

(En milliers)	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2023
CAPITAUX PROPRES			
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	525 881	392 465	366 831
2- Résultat avant impôts	171 624	133 190	129 900
3- Impôts sur les résultats	48 379	34 847	38 802
4- Bénéfices distribués pendant l'exercice	105 835	99 985	98 976
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	59	47	47
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice Hors CS	57 410	49 784	46 377
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	463	365	396

RÉSEAU AU 30 JUIN 2025 (en nombre)

RÉSEAU	30/06/2025	31/12/2024
Guichets permanents (Agence du siège+Agence Rabat - Hors Réseau Externe)	17	16
Guichets périodiques (Réseau Externe composé de correspondants actifs (Apporteurs d'affaires))	55	55
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		
Concessionnaires Connectés		
Réseau bancaire (Agence Poste Maroc)		

ÉTATS NÉANTS

Code État	APPELATION
A2	État des dérogations
A3	État des changements de méthodes
B7	Créances subordonnées
B9Bis	Plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisation
B15	Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie
B20	Opérations de change à terme et engagements sur produits dérivés
B23	Concentration des risques sur un meme bénéficiaire
B24	Ventilation de l'actif, du passif, et de l'hors bilan en monnaie étrangère
C4	Datation et événements postérieurs
C7	Titres et autres actifs gérés ou de dépôts
C9	Comptes de la clientèle
B31	Ventilation des résultats par métier ou pôle d'activité et par zone géographique
D8	Actifs à risque, restructurés, improductifs et en souffrance

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

**forvis
mazars**

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7^{ème} étage
Casablanca, Maroc

**SOCIETE DE FINANCEMENT D'ACHATS A CREDIT
« SOFAC » S.A**

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES
COMPTES SOCIAUX**

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2025

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1.016.501 KMAD dont un bénéfice net de 123.244 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société SOFAC S.A.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SOFAC S.A arrêtés au 30 juin 2025, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 29 juillet 2025

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOU
Associé

FORVIS MAZARS

forvis mazars
76 Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia
7^{ème} Etage - Casablanca
Tél: 05 22 42 34 23

Taha FERDAOUS
Associé



LISTE DES
COMMUNIQUÉ
DE PRESSE

AU 30 JUIN 2025

LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE

AU 30 JUIN 2025

12/02/2025

Sofac - Communiqué de presse relatif aux résultats financiers 2024 et indicateurs du 4^{ème} trimestre 2024

22/02/2025

Sofac - Résultats financiers 2024

22/02/2025

Sofac - Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 mars 2025

30/05/2025

Sofac - Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 1^{er} trimestre 2025

01/07/2025

Sofac - Communiqué de presse relatif à l'émission obligataire subordonnée perpétuelle par placement privé de 250 millions de dirhams

29/08/2025

Sofac - Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 2^{ème} trimestre 2025

29/08/2025

Sofac - Avis de convocation à l'Assemblée Générale Annuelle du 30 septembre 2025



SOFAC : Société Anonyme au capital de 210 450 000 dirhams
Siège Social : 57, Bd Abdelmoumen – Casablanca 20000 -
RC Casablanca 29 095

Pour consulter le rapport financier annuel de SOFAC :
<https://www.sofac.ma/nous-decouvrir/nos-publications/>